

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 332

Artikel: La faim justifie les moyens
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028784>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La faim justifie les moyens

Tous les cinq jours, un million de bouches de plus à nourrir. — Pour nourrir tout les hommes en l'an 2000, il faudra au moins doubler la production alimentaire mondiale. — Dans les pays du tiers monde, où vivent aujourd'hui les 3/4 de la population mondiale, la base alimentaire est notamment insuffisante. Le bilan de l'alimentation sur notre planète commence à être connu, mais les interrogations qu'il propose ne reçoivent que rarement des réponses pertinentes. Le dernier bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse ouvre cependant ses colonnes à un spécialiste en la matière, M. Max Gloor, directeur général de Nestlé Alimentana qui, sous le titre « L'industrie alimentaire s'attaque au problème de la nutrition », propose dans une perspective concrète un certain nombre de méthodes pour « augmenter l'offre de produits alimentaires » :

— Mieux utiliser la production actuelle par un stockage plus rationnel, des techniques de conservation améliorées, une diminution des pertes et une distribution plus efficace.

— Extension des terres cultivées.

— Accroissement du rendement des surfaces cultivées.

— Intensification de la pêche qui revêt une importance décisive pour de nombreux pays.

— Production d'aliments synthétiques, notamment par la transformation microbiologique de dérivés pétroliers ou de résidus.

Ce programme d'action est probablement intéressant pour les spécialistes attachés à ces problèmes depuis des années, mais il prend une couleur beaucoup plus contestable lorsque l'auteur situe ensuite l'« apport de l'industrie alimentaire à la lutte contre la faim dans le monde ». Les phrases suivantes situeront l'angle d'attaque du directeur de Nestlé Alimentana : « Les relations de l'industrie alimentaire avec le monde agricole ne consistent pas seulement à lui assurer un débouché, condition indispensable d'une agriculture hautement industrialisée, mais également à soutenir

l'expansion de l'économie agricole, surtout dans les pays en voie de développement. Dans ce domaine, la plupart des initiatives émanent des grandes entreprises internationales de l'alimentation qui doivent se procurer les produits agricoles nécessaires aux marchés locaux et à l'approvisionnement de leurs centres de production implantés dans d'autres pays. C'est ainsi que le groupe Nestlé a, depuis plusieurs décennies déjà, mis sur pied ou du moins fortement encouragé l'industrie laitière dans de vastes régions d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique. »

Le PDG de Nestlé Alimentana tombe bien : nous avons justement des nouvelles des agissements des géants mondiaux de l'alimentation au Brésil¹, dans le nord-est du Matto Grosso, dans cette incroyablement riche région que l'on nomme le Far-West brésilien et où se multiplient les ranches immenses (fermes d'élevage extensif) de tout un gotha de l'économie mondiale, de Volkswagen à Good Year, en passant par Mitsubishi et Nestlé, précisément. Ces nouveaux pionniers achètent les terres pour y installer leurs industries, en expulsent bien entendu les occupants (3400 familles de paysans misérables sont en train de perdre leurs terres rien que dans le « Matto Grosso ») qui n'ont jamais eu entre les mains de titres de propriété (et pour cause...), récupèrent à des centaines de kilomètres à la ronde des ouvriers qui installent, pour un salaire de misère, le matériel de production et sont bientôt licenciés lorsque tournent les machines ultra-modernes qui nécessitent un minimum de main-d'œuvre ! D'où la naissance sur place d'un sous-prolétariat encore plus démunis, naissance qui, liée avec le rapatriement des bénéfices des promoteurs, jette un jour cru sur les propos de M. Gloor : « L'activité des entreprises multinationales dans les pays en voie de développement ne doit pas être considérée seulement du point de vue de l'augmentation de la production alimentaire locale, mais également comme une contribution à l'industrialisation »...

¹ Voir aussi « Le Monde diplomatique », sept. 75.

L'exemple des militants francs-montagnards : prendre en main le développement régional

L'autonomie politique d'un pays, d'une région, sans la maîtrise, par ce même pays, par cette même région, des ressources qu'ils abritent, est un simulacre de pouvoir. Les pays sous-développés en ont fait depuis longtemps l'expérience.

Il existe aussi une Suisse marginale, sous-développée. On peut discuter évidemment de l'efficacité des moyens à notre disposition pour tracer les contours de cette Suisse-là (le critère du revenu par habitant est, par exemple, largement insuffisant pour dresser un bilan clair sur cette question) ; il n'en reste pas moins que ce sont les régions qui, à la lumière des calculs traditionnels apparaissent comme les laissés pour compte de la prospérité, qui maîtrisent le moins leur économie et leur sol. Elles ont été, elles sont l'objet d'un colonialisme marqué de la part des villes, des régions riches du pays. Le Jura, qui vient d'acquérir son autonomie politique, en fait l'amère expérience. Libéré de l'hypothèque bernoise, il doit constater qu'avoir un parlement, un gouvernement, ses institutions propres, n'a que peu d'importance finalement alors même que son sol et son économie sont contrôlés en grande partie par des personnes et des groupes situés en dehors du Jura.

Les premiers à réagir

Les Francs-Montagnards ont été les premiers à réagir. Héritiers du mouvement qui a combattu avec succès l'implantation d'une place d'armes sur le Haut-Plateau, les Militants